

# Un maillon d'avenir

**RÉGIONS** Le géographe François Hulbert plaide pour un renforcement de leur rôle et pour la suppression des départements

**PHILIPPE HEMMERT**

p.hemmert@sudouest.fr

« **Sud Ouest** ». Vous estimez que la réforme territoriale française reste un vœu pieux depuis quarante ans ?

**François Hulbert.** En réalité, j'ai constaté, en 2000, après trois décennies passées au Canada, que des projets d'aménagement du territoire dont on parlait déjà dans les années 70 en France n'étaient toujours pas réalisés. Aujourd'hui, mon constat reste le même. L'écart entre Paris et les régions est inchangé, on attend toujours les métropoles d'équilibre pour faire contrepoids à l'omniprésence de la capitale. Surtout, la France continue de vivre sur le socle de ses 36 000 communes. Les velléités d'intercommunalité n'ont fait que rajouter un échelon supplémentaire au millefeuille au lieu d'instaurer un processus de fusion comme on le prévoyait dans les années 70. Cet émiettement des communes dans l'Hexagone est même devenu intouchable aujourd'hui. On place la commune sur un piédestal, en estimant qu'elle fait partie du patrimoine national. Pourtant, combien de petites localités, comme celle où j'habite, qui compte moins de 400 habitants (NDLR : Saint-Barthélemy, dans les Landes), sont aujourd'hui exsangues et dépendent de la Communauté de communes pour la plupart de leurs services ?

Vous considérez que le pouvoir régional est inexistant...

À mon sens, on a raté la mise en place du pouvoir régional. Les régions



**François Hulbert.** PHOTO J.-D. C.

françaises possèdent un rayon d'action très limité et continuent d'afficher un important déséquilibre avec Paris. Prenez l'exemple du TGV. Il est paradoxal de constater qu'en région, on se félicite d'être, grâce à lui, mieux relié à la capitale. Mais ne faudrait-il pas s'insurger contre le fait de devoir passer par Paris quand on veut aller de Bordeaux à Lyon ? Les régions devraient refuser de participer au financement des grandes lignes qui vont les desservir, car celles-ci vont encore retarder la mise en place de métropoles déconcentrées et, par voie de conséquence, d'un pouvoir régional fort. Une infrastructure comme le TGV contribue à recentraliser l'organisation du territoire, il reconstitue la toile d'araignée que l'on avait commencé à rompre avec les autoroutes.

Selon votre analyse, les régions stagnent aussi du fait de la toute-puissance des départements.

Il y a des chiffres très parlants à cet égard. Le budget de la Gironde est supérieur à celui de l'Aquitaine. À l'autre bout de la France, un département comme la Moselle dispose de plus de moyens que la région Lorraine dont il fait partie. Dans notre système administratif, le département fait de la résistance, encouragé par la décentralisation, qui a largement renforcé son rôle. Il maintient son cadre territorial et celui de ses cantons que les constructions intercommunales rendent chaque jour plus inadaptés.

Au-delà de ce diagnostic, quelle organisation territoriale préconisez-vous ?

Il faut reconstruire tout l'édifice. Le contexte européen veut que la strate administrative d'avenir soit la région. Celle du département est indéniablement dépassée. Je propose donc d'abolir les départements. Il faut aussi que les régions parlent d'une même voix au lieu de se faire concurrence. Il est clair aussi qu'elles sont trop nombreuses et pas assez dimensionnées au regard des autres pays européens. Je pense qu'il en faudrait 12 au maximum au lieu de 22. Je prône aussi une forte réduction du corps préfectoral. L'État central est omniprésent sur le territoire, il faut le réduire au strict minimum. Ce serait là un geste symbolique très fort.

François Hulbert est professeur honoraire des universités de Québec et de Metz.

Il vient de publier « Le Pouvoir aux régions. La reconstruction géopolitique du territoire français » (L'Harmattan).